



Vers un durcissement des contrôles en matière de bien-être animal ?

La Commission de l'agriculture du Parlement européen (AGRI) [s'est penchée le 18 mars dernier sur la question du bien-être animal](#). Il était notamment question de dresser un bilan de [son plan d'action 2006 - 2010](#). Il ressort des débats qu'une application plus rigoureuse des règles en la matière s'avère nécessaire.

Le bien-être animal repose sur une palette de règles : à la fois des principes généraux mais aussi de nombreuses normes techniques. Chaque éleveur se doit de respecter ces règles. D'un point de vue éthique tout d'abord ; d'un point de vue institutionnel ensuite. En effet, les règles mises en place par la politique agricole commune (PAC) comme la conditionnalité des financements ou les possibilités d'aides dans le cadre de la politique de développement rural reposent aussi sur des exigences en matière de bien-être des animaux d'élevage. Enfin, le respect de certaines règles est obligatoire afin d'obtenir une certification « *Agriculture biologique* » avec notamment la mise en place du nouveau logo européen à partir du 1^{er} juillet 2010 et son copieux cahier des charges.

Le parlement déplore un **manque de rigueur dans l'application de ces règles**. Elle pourrait être favorisée par la mise en place de contrôles plus stricts ainsi que d'amendes plus sévères en cas de violation de la réglementation. Mais s'agit-il d'un simple avertissement ou d'une réelle détermination ? Rappelons que les coûts de mise en conformité pour les éleveurs – restructuration des enclos, augmentation de la surface par tête, nouvelles techniques de castration, *etc...* témoignent toujours de la difficulté pour certains éleveurs de se mettre au pas.

La Commission de l'agriculture a aussi indiqué ses actions prioritaires : contrôle de l'interdiction des cages en batterie pour les poules pondeuses et de la réglementation sur les porcs, sur le transport des animaux et sur l'élevage des oies et des canards. Elle propose des moyens d'action : augmentation des ressources communautaires dédiées aux contrôles, mise en place d'un réseau européen pour le bien-être animal et élaboration d'un nouveau plan

Lascaux – 1^{er} avril 2010

Lise Rihouey

d'action 2011 - 2015. Néanmoins, il persiste un flou relatif aux délais de mise en place de ces contrôles officiels renforcés et des types d'amendes envisagées. Toutefois, les objectifs de l'UE sont clairs : [garantir le respect des cahiers des charges et certifier la pertinence des labels apposés](#). Pour le bonheur de nos animaux, bien sûr !

Lise Rihouey,

Doctorante DCS et membre du Programme Lascaux.

